NATIONS UNIES

CONSEIL
DE SECURITE

Distr.
GENERALE

S/9881*
21 juillet 1970
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE, DATEE DU 21 JUILLET 1970, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE REPRESENTANT PERMANENT PAR INTERIM DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer comme document officiel du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale le texte de la déclaration ci-jointe du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la situation au Moyen-Orient.

Le représentant permanent par intérim
de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) A. ZAKHAROV

* Publié également sous la cote A/7990.

DECLARATION DU SOVIET SUPREME DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES SUR LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Le Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques se déclare vivement préoccupé et inquiet devant la menace que les actes agressifs d'Israël et de ses protecteurs impérialistes font peser au Proche-Orient sur la paix mondiale.

Il y a trois ans que, conformément à une décision du Conseil de sécurité de l'ONU, l'invasion des territoires de la République arabe unie, de la République arabe syrienne et de la Jordanie par les forces armées israéliennes a été arrêtée. Cependant, Israël poursuit son agression contre les Etats arabes, continue d'occuper les territoires arabes dont il s'est saisi et dirige des attaques contre les territoires de la RAU, de la Syrie, de la Jordanie et du Liban. En conséquence, une nouvelle crise risque d'éclater au Proche-Orient.

N'appliquant aucune des décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU sur la crise du Proche-Orient, Israël continue de s'opposer à tout effort tendant à parvenir à un règlement politique dans cette région. Il est maintenant manifeste qu'Israël ne lutte pas pour assurer son existence et sa sécurité mais pour conquérir des terres étrangères. Dans les territoires arabes occupés, il applique une politique de pillage colonialiste et de terrorisme à grande échelle à l'égard de la population arabe.

Le but de sa politique actuelle est de faire obstacle à tout règlement politique au Proche-Orient et d'intensifier les pressions exercées sur les pays arabes tout en s'efforçant de consolider les avantages tirés de son agression. Mais ces calculs sont sans fondement. Tout plan qui permettrait à Israël de continuer à occuper les territoires arabes et à plus forte raison de les annexer et qui placerait les intérêts d'Israël au-dessus des intérêts des autres Etats de la région est évidemment voué à l'échec.

Depuis des dizaines d'années, les peuples de l'Orient arabe ne connaissent pas la paix; ils doivent mener une lutte intense pour leur libération nationale et pour le progrès social. Toute cette région est fréquemment soumise aux bouleversements de la guerre. La raison en est la politique de l'impérialisme, qui s'efforce de

/...

porter des coups au mouvement de libération des peuples arabes et de conserver ses positions stratégiques et économiques dans cette partie du monde, et en particulier de garder la possibilité d'exploiter ses richesses pétrolières. Les puissances impérialistes, notamment les Etats-Unis, et l'instrument de leur politique dans la région, c'est-à-dire les milieux dirigeants d'Israël, portent l'entière responsabilité de la situation dangereuse qui règne au Proche-Orient. Les Etats-Unis, en fait, donnent des encouragements aux milieux dirigeants israéliens.

Le problème se pose actuellement de la façon suivante : ou bien le risque de guerre s'accroîtra encore au Proche-Orient (ce qui peut se produire si l'agresseur n'est pas jugulé), ou bien l'on prendra des mesures propres à assurer un règlement politique fondé sur l'application intégrale de la résolution du Conseil de sécurité en date du 22 novembre 1967.

L'agression d'Israël au Proche-Orient, soutenue par les milieux néo-colonialistes, n'est pas seulement dirigée contre les Etats arabes. Ce qui se passe dans cette région, point de jonction des continents asiatique et africain, a un rapport direct avec le sort des peuples de tous les pays d'Asie et d'Afrique et avec l'avenir du monde entier et de la sécurité des peuples. Les forces anti-impérialistes et pacifiques se rendent compte que toute passivité de leur part délierait les mains des impérialistes, qui pourraient se livrer à de nouveaux actes d'agression contre d'autres peuples et d'autres Etats indépendants.

Les députés au Soviet suprême de l'URSS sont convaincus que devant les actes irréfléchis des dirigeants israéliens, qui font peser une menace réelle sur la paix et la sécurité internationales, aucun Parlement, aucun parlementaire ne saurait rester indifférent. Des mesures décisives de la part de tous ceux auxquels sont chers les idéaux de paix, de liberté et d'indépendance des peuples, ainsi que la condamnation et l'isolement de l'agresseur et de ses protecteurs, auraient pour effet d'obliger ces derniers à renoncer à leur politique d'aventures. Le Soviet suprême de l'URSS approuve entièrement la politique du Gouvernement soviétique, qui tend à fournir toute l'aide possible aux Etats arabes dans leur lutte courageuse contre l'agression israélienne et à assurer un règlement politique équitable et pacifique du conflit au Proche-Orient.

/...

Le Soviet suprême de l'URSS estime que chaque Etat du Proche-Orient a le droit à une existence nationale, à l'indépendance et à la sécurité.

Il continue de penser que seuls les peuples et les gouvernements du Proche-Orient peuvent être maîtres de la situation dans cette région.

Il exprime l'espoir que la présente déclaration rencontrera un accueil favorable et l'appui de toutes les forces pacifiques et qu'elle incitera les Etats à adopter les mesures voulues pour instaurer une paix équitable et solide au Proche-Orient.

LE SOVIET SUPREME DE L'UNION DES
REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES

Moscou, le Kremlin
15 juillet 1970